



HAL
open science

Le périurbain a-t-il mauvaise presse ? Analyse géoéthique du discours médiatique à propos de l'espace périurbain en France

Gerald Billard, Arnaud Brennetot

► To cite this version:

Gerald Billard, Arnaud Brennetot. Le périurbain a-t-il mauvaise presse ? Analyse géoéthique du discours médiatique à propos de l'espace périurbain en France. *Articulo - Journal of Urban Research*, 2009, 5, 10.4000/articulo.1372 . hal-01626399

HAL Id: hal-01626399

<https://hal.science/hal-01626399v1>

Submitted on 26 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Le périurbain a-t-il mauvaise presse ? Analyse géoéthique du discours médiatique à propos de l'espace périurbain en France

Does suburbia have bad press? A geoethical analysis of media discourse on suburban areas in France

Gérald Billard et Arnaud Brennetot

**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/articulo/1372>

DOI : [10.4000/articulo.1372](https://doi.org/10.4000/articulo.1372)

ISBN : 978-2-8218-0470-8

ISSN : 1661-4941

Éditeur

Articulo - Revue de sciences humaines asbl

Ce document vous est offert par Université du Havre

**Référence électronique**

Gérald Billard and Arnaud Brennetot, "Le périurbain a-t-il mauvaise presse ? Analyse géoéthique du discours médiatique à propos de l'espace périurbain en France", *Articulo - Journal of Urban Research* [Online], 5 | 2009, Online since 25 April 2010, connection on 26 May 2021. URL: <http://journals.openedition.org/articulo/1372> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/articulo.1372>

Ce document a été généré automatiquement le 26 mai 2021.

Creative Commons 3.0 – by-nc-nd, except for those images whose rights are reserved.

Le périurbain a-t-il mauvaise presse ? Analyse géoéthique du discours médiatique à propos de l'espace périurbain en France

Does suburbia have bad press? A geoethical analysis of media discourse on suburban areas in France

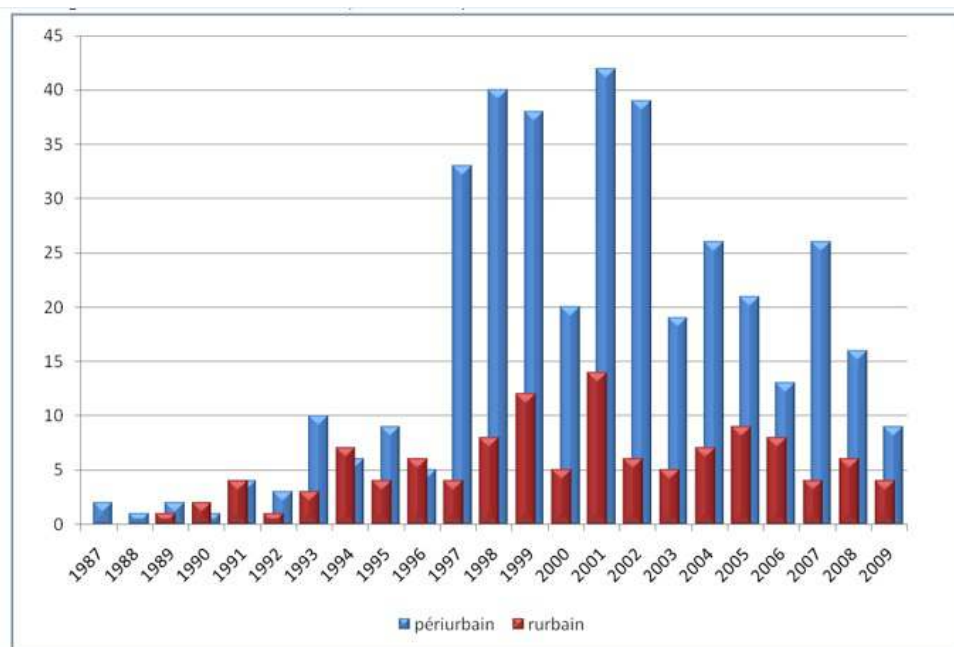
Gérald Billard et Arnaud Brennetot

Introduction

- 1 Forgés initialement pour rendre compte de l'extension du tissu urbain, les concepts de « périurbanisation » et de « rurbanisation »¹ sont aujourd'hui largement utilisés par les médias généralistes. En France, l'exemple du quotidien *Le Monde* montre que leur usage se développe à partir du milieu des années 1990 (Tableau 1). Ce transfert terminologique, de la sphère académique vers celle des médias, s'effectue dans le cadre d'un questionnement d'ordre axiologique. Il ne s'agit pas seulement, pour les journalistes, de caractériser un phénomène selon les normes de l'écriture scientifique, mais aussi de s'interroger sur sa dimension éthique et de l'ériger en question de société susceptible d'intéresser le grand public. Le travail collectif de mise en scène accompli par les journalistes consiste à rendre cet espace pertinent en lui attribuant des valeurs et à le faire apparaître ainsi comme un problème politique². Les opinions exprimées dans la presse laissent, en effet, transparaître des préférences variées en matière d'organisation spatiale. Ce pluralisme est d'ailleurs une condition pour que se réalise un débat public véritablement démocratique. La dimension collective de la délibération favorise la dépersonnalisation du discours et confère une portée générale aux arguments avancés. Il s'agit là d'une propriété éminente qui rend son analyse particulièrement importante (Rosanvallon, 2006 ; Muhlmann, 2004). Pour rendre compte des jugements que contient la presse à

l'égard du périurbain, nous proposons une analyse « *géoéthique* » (Brennetot 2010 ; Pumain, 2009). Il s'agit d'établir une typologie descriptive des critères d'évaluation éthique mobilisés par les journalistes et d'identifier à quelle vision de la justice spatiale chacun de ces critères peut se rattacher. Cette approche a pour but de mettre au jour les soubassements éthiques qui président à la formulation des jugements exprimés en matière d'organisation spatiale au sein des différentes sphères d'évaluation et de discussion³. Un tableau inductif des jugements exprimés dans la presse française permettra de mettre en évidence la variété des systèmes de valeur dont l'opinion publique dispose aujourd'hui pour s'approprier l'enjeu social et politique que représente la périurbanisation et pour faire sortir cette question du débat académique et technocratique⁴.

Tableau 1. Nombre d'articles du quotidien *Le Monde* contenant les termes « périurbain » et « rurbain » (1987-2009)



Méthodologie

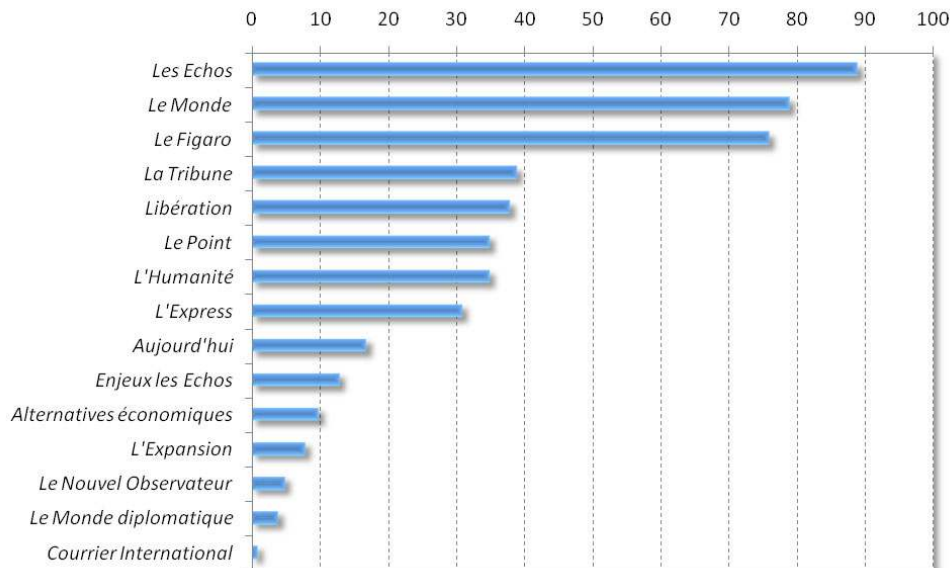
- 2 L'analyse du discours de la presse française s'est faite en deux étapes. Tout d'abord, un corpus a été constitué à partir de requêtes lexicales systématiques effectuées sur les articles publiés entre janvier 2005 et juillet 2009 dans seize titres de la presse d'actualité en France (Tableau 2). La récupération du contenu des articles a été compliquée par les contraintes d'accès aux archives (élimination régulière des archives dans les centres de documentation, coûts élevés de lecture des documents en ligne). Les services de suivi médiatique proposés par les groupes de presse (Factiva Dow Jones, Library PressDisplay, Relay, L'Argus de la Presse) à destination des entreprises, auxquels sont également abonnés certains centres d'information, élargissent considérablement les perspectives d'analyse. Grâce à ce dispositif, 480 articles contenant les formes lémmatisées « périurba-« ou « rurb- » ont été réunis.

- 3 Dans un second temps, les énoncés pertinents (phrases ou paragraphes) dans lesquels figurent les termes « périurbain » et « rurbain » ont été compilés. 45 articles évoquent le périurbain de façon plus détaillée : dans ce cas, l'intégralité du contenu a été prise en compte (Annexe 1). Dans l'ensemble, le nombre d'articles consacrés au périurbain dépend de la fréquence de parution du journal. C'est la raison pour laquelle les quotidiens comme *Les Échos* (89 articles), *Le Monde* (79) et *Le Figaro* (76) arrivent en tête des titres qui consacrent le plus d'articles à la question périurbaine (Tableau 3). L'interprétation du corpus n'a pas été effectuée à partir de mesures de co-occurrence lexicale, mais par le biais d'un inventaire systématique des principaux arguments géoéthiques énoncés. Par exemple, sur les 480 articles, 36 articles mettent en cause la dépendance à l'automobile et 60 articles évoquent l'étalement pavillonnaire. Les citations les plus significatives ont été jointes au texte dans des encadrés spécifiques ou dans des renvois placés dans l'annexe 2, de façon à restituer la forme originelle des expressions.

Tableau 2. Titres de la presse française consultés pour analyser la représentation médiatique du périurbain

Titres	Fréquence de parution et lignes éditoriales
Alternatives économiques	Mensuel d'actualité économique, plutôt keynésien.
Courrier International	Hebdomadaire d'actualité générale, au centre.
Les Échos	Quotidien d'actualité économique, plutôt néolibéral.
Enjeux les Échos	Mensuel d'actualité économique, publié par le quotidien.
L'Expansion	Mensuel d'actualité économique, plutôt néolibéral.
L'Express	Hebdomadaire d'actualité générale, au centre.
Le Figaro et Le Figaro Magazine	Quotidien d'actualité générale, de droite.
L'Humanité	Quotidien d'actualité générale, de gauche.
Libération	Quotidien d'actualité générale, de centre-gauche.
Le Monde	Quotidien d'actualité générale, de centre-gauche.
Le Monde diplomatique	Mensuel d'actualité générale, altermondialiste.
Le Nouvel Économiste	Mensuel d'actualité économique, plutôt néolibéral.
Le Nouvel Observateur	Hebdomadaire d'actualité générale, de centre-gauche.
Le Parisien - Aujourd'hui en France	Quotidien d'actualité générale, au centre.
Le Point	Hebdomadaire d'actualité générale, de droite
La Tribune	Quotidien d'actualité économique, plutôt néolibéral.

Tableau 3. Nombre d'articles publiés dans la presse française évoquant la périurbanisation et/ou la rurbanisation



Une définition impossible

- 4 Dans les médias, le recours aux notions de « périurbain » ou de « rurbain » procède très souvent de transferts terminologiques en provenance des agences d'observation telles que l'INSEE ou d'entreprises publiques telles que la RATP ou la SNCF. Les nomenclatures institutionnelles permettent de dépasser le clivage urbain/rural et de renouveler les cadres d'intelligibilité. En les utilisant, les journalistes donnent au lectorat la possibilité d'appréhender sous un nouveau jour les différentes manières d'habiter. Avec le temps, l'expression « périurbain » tend à s'imposer peu à peu, au détriment de l'expression « rurbain » (Tableau 1).
- 5 Pourtant, l'emploi de ces termes ne va pas de soi : dans 20% des cas seulement, on explicite ce qu'il convient d'entendre à travers les notions, souvent confondues, de « périurbain » ou de « rurbain », et la définition proposée est souvent succincte. Les journalistes font alors appel à quelques critères récurrents (les transformations de la morphologie paysagère, la densification résidentielle, l'organisation des flux ou l'allongement des trajets). Un article des *Échos* reprend certains paramètres de l'INSEE, par exemple celui qui situe les communes périurbaines « près d'une zone de 5000 emplois et plus » (*Les Échos*, 03.08.2005). Dans un autre article, de même, on cite un extrait de *La France et ses régions*, où « l'on se trouve à la fois dans un cadre de vie rural et dans la zone d'attraction d'un ou de plusieurs pôles urbains » (*Le Monde*, 18.02.2006).
- 6 Malgré tout, l'ambiguïté de la notion subsiste, ce dont certains journaux rendent compte, considérant cet espace comme « extrêmement vague » (*Le Monde*), quand il n'est pas « indéfinissable » (*L'Humanité*, 11.06.2009). Le périurbain est tantôt de la campagne qui se repeuple, tantôt de la ville qui s'étale. *Les Échos* parlent de « retour à la campagne » (09.06.2009). *Le Figaro* considère le phénomène comme tenant d'un nouveau mode de vie, celui d'une « France rurale en plein essor, où l'on travaille en ville et l'on vit à la campagne »

(20.02.2007). Dans la plupart des cas, le périurbain est considéré comme une extension de la ville classique. Parfois, l'emploi du terme peut servir à signaler qu'on n'évoque pas seulement le centre d'une ville, mais aussi ses périphéries. Le périurbain se présente alors comme un substitut du terme « banlieue », souvent connoté de façon trop négative (Sedel, 2009). C'est que les usages polysémiques de la notion de périurbain révèlent une difficulté à catégoriser les manières très variées dont villes et campagnes s'articulent désormais.

- 7 La référence aux travaux académiques (publications de l'INSEE, ouvrages scientifiques) permet aux journalistes de caractériser la répartition spatiale des dynamiques résidentielles et de rappeler que les franges urbaines ne sont pas les seules concernées (C1, voir annexe 2). Dans un article du *Monde*, Pierre Veltz et Laurent Davezies suggèrent l'idée d'une généralisation de « la multi-appartenance territoriale » (C2). Les journalistes d'*Alternatives économiques*, commentant de leur côté l'ouvrage de Jean-Pierre Husson intitulé *Envies de campagne*, constatent également que « la frontière avec la ville est devenue floue et [...] [que], d'enracinées, les populations rurales sont devenues nomades » (01.12.2008). Pour *Le Point*, la double résidence apparaît comme une manière de plus en plus répandue d'avoir « un pied à la campagne et l'autre en ville » (06.11.2008, C3). Le géographe Augustin Berque soutient même que la résidence secondaire est l'une des formes contemporaines de la rurbanité (*Le Monde diplomatique*, 01.02.2008).
- 8 Cependant, le discours médiatique ne se borne pas au simple constat d'une réalité émergente. Il existe, en fait, des manières fort contrastées d'interpréter la périurbanité, certains journalistes accueillant cette nouvelle forme de territorialisation avec bienveillance, tandis que d'autres l'envisagent avec plus d'inquiétude ou de sévérité (Tableau 4).

Tableau 4. Exemples de périphrases utilisées pour qualifier le périurbain dans la presse française

Quand le périurbain est assimilé à...	Source	Date de publication
[...] un « contre-exode rural »	L'Humanité	14.01.2009
[...] des « villes à la campagne »	Le Figaro	07.07.2009
[...] une « déferlante des néoruraux »	Le Monde	10.06.2005
[...] une « ville archipel »	Le Point	06.11.2008
[...] des « campagnes dortoirs », [...] des « cités dortoirs »	Le Monde Les Échos L'Humanité	26.09.2008 16.11.2005 05.04.2007
[...] « la France des propriétaires »	Le Monde (J.-J. Queyranne)	17.02.2008
[...] « la société barbecue »	Le Figaro (J. Viard)	05.05.2007
[...] « la vie "pépère" »	Enjeux les Échos	01.04.2006

[...] un « habitat en tache d'huile »	Les Échos	04.10.2006
	Le Monde	01.03.2005
[...] une « zone pavillonnaire tentaculaire »	Le Monde	13.02.2005
[...] des « nappes urbaines de plus en plus déstructurées »	Le Monde (P. Veltz, L. Davezies)	21.03.2006
[...] un « territoire "mité" par l'habitat »	Libération (A. Torre)	17.06.2008
[...] une « marée urbaine »	Libération	13.01.2007
[...] « la gangrène urbaine »	Libération	13.01.2007
[...] un « entre-deux anonyme »	Enjeux les Échos	01.04.2006
[...] des « déserts médicaux »	L'Humanité	07.04.2007
[...] des « périphéries culturelles »	Le Monde diplomatique	01.11.2006
[...] au « nouveau Far West »	Le Monde	10.06.2005
[...] un « no man's land »	L'Humanité	11.06.2009
	Le Figaro	26.09.2005
[...] une « nouvelle frontière »	Enjeux les Échos	01.06.2009
[...] des « déserts français de solitude »	Le Figaro	26.05.2007
[...] des « périphéries de nulle part »	Enjeux les Échos	01.12.2005
[...] un espace « au milieu de nulle part »	Enjeux les Échos	01.04.2006
[...] un « pays invisible »	L'Express	30.08.2007
[...] « la France qui dit non »	Libération (J. Lévy)	25.04.2007

Les noms entre parenthèses correspondent aux auteurs de l'expression lorsque ceux-ci ne sont pas journalistes.

- 9 Ces prises de position ne recoupent que très partiellement les courants d'opinion et les lignes éditoriales qui caractérisent de façon habituelle la presse française (Brennetot, 2009). Contrairement à d'autres enjeux, tels que la régulation des migrations internationales, la crise des banlieues ou l'accès au logement, la critique médiatique du périurbain ne semble pas stabilisée selon les clivages classiques droite/gauche. En effet, il n'est pas rare que, sur cette question, des journalistes appartenant à des lignes idéologiques opposées proposent des points de vue convergents. Dans l'ensemble, les jugements négatifs prédominent : 84 articles dénoncent de façon explicite les effets

pervers liés à la périurbanisation, contre 31 qui se réjouissent des opportunités que laisse entrevoir ce processus. Plusieurs registres géoéthiques doivent être ici mis en évidence :

- la critique culturaliste de l'anti-urbanisme ;
- la dénonciation des injustices sociales impliquant le modèle centre-périphérie ;
- l'interrogation quant à la soutenabilité de la périurbanisation.

La critique du néo-ruralisme

- 10 Un premier ensemble d'arguments associe la périurbanisation au goût retrouvé pour les campagnes. C'est ainsi que *L'Humanité* annonce que « l'utopie allaisienne des villes à la campagne est devenue réalité » (11.06.2009), du fait de « citadins nouvellement installés à la campagne qui fantasment la nature comme un espace protégé des nuisances de la ville » (23.01.2008). D'autres journalistes soulignent l'intérêt de nombreux ménages pour « la sécurité, l'air pur... » (*Enjeux les Échos*, 01.12.2005), ou la « quête d'espace, de calme et de sécurité » (*Le Monde*, 15.12.2007) de « gens qui jouent aux paysans » (*Le Monde*, 02.03.2008). Des témoignages viennent confirmer cette tendance : « La qualité de vie est meilleure, la maison est spacieuse, et c'est agréable d'entendre les oiseaux plutôt que les voitures », reconnaît Florence » (*Enjeux les Échos*, 01.09.2007). Ce « désir d'habiter plus près de la nature » se traduirait par le fait que « de plus en plus de Français rêvent d'un "home sweet home" avec jardin » (*La Tribune*, 11.07.2007), par une « prédilection pour les maisons individuelles » (*Le Monde*, 18.10.2007), quand il ne s'agit pas d'un « plébiscite » (*L'Express*, 01.12.2005). Selon cette interprétation, la résidence en zone périurbaine répond à un idéal existentiel fondé sur la recherche d'un cadre de vie domestique de qualité, susceptible de conférer bien-être et équilibre aux habitants.
- 11 L'opposition paysagère entre ruralité et urbanité prend la forme d'un clivage axiologique dans lequel l'idéalisation de la campagne s'accompagne d'un rejet symétrique de la ville moderne, dense et verticale (C4). Le rappel de nuisances attribuées à la ville sert à expliquer l'attraction pour un cadre de vie idyllique et bucolique (C5). À travers ces interprétations culturalistes, les médias alimentent la réflexion sociale sur la signification de l'attrait pour les paysages champêtres : l'émergence de l'espace périurbain apparaît ainsi comme la conséquence d'une propension de la société française à entrevoir son bonheur dans une forme hédoniste et familiale d'hybridation territoriale, mariant les avantages réciproques de la ville et de la campagne.
- 12 Dès lors, la ville-campagne apparaît comme le résultat d'une tension esthétique et idéologique profonde, née de tropismes contradictoires (entre l'artifice et la nature, entre la centralité et la périphérie, entre la diversité et l'identité, entre le métissage et la tradition). En ce sens, la diffusion de l'habitat pavillonnaire est souvent interprétée par les journalistes comme étant la conséquence d'un modèle culturel ambivalent. La sacralisation de la campagne et la recherche d'un cadre de vie en harmonie avec la nature sont régulièrement présentées comme la quête impossible, sinon vaine ou futile, d'un paradis perdu. Dans un article intitulé « Des bobos dans la boue » (23.01.2007), *Libération* reprend une classification humoristique proposée par les auteurs d'un *Manuel à l'usage des nouveaux campagnards* : le « résident secondaire », le « rurbain », le « néorural », l'« invité » sont décrits successivement, malgré leur prétention à la ruralité, comme incapables de se défaire de leur attachement aux normes de la vie urbaine. Cette présentation, sous forme de caricature, suggère que l'authenticité associée à la vie rurale correspond, en fait, à une convention artificielle. Même les journaux les plus impliqués dans la promotion du

modèle de la « *maison de campagne* », comme *Le Figaro*, mettent parfois leurs lecteurs en garde contre « *les images d'Épinal sur le retour à la campagne* » (03.03.2006). Dans certains cas, la périurbanisation des campagnes est interprétée comme relevant de l'importation d'une norme culturelle exogène, celle de la *suburb* américaine. Ainsi, Laurent Davezies et Pierre Veltz évoquent les « *paysages américanisés des périphéries de nos villes* » (*Le Monde*, 21.03.2006), tandis qu'un journaliste de *Libération* considère que « *l'interminable mitage du territoire périurbain (et désormais périurbain) par des maisons individuelles est sans doute le signe le plus regrettable de l'américanisation de la société française* » (24.02.2005). L'association entre étalement urbain et culture américaine constitue un élément récurrent de la critique du périurbanisme (Brennetot, 2007). Ce transfert culturel serait d'ailleurs incompatible avec les fondements de la campagne française, que certains commentateurs se représentent comme relevant d'un idéal d'harmonie pastorale et communautaire (C6) bousculé par l'afflux de néo-ruraux (C7). Cette juxtaposition peut créer « *de nouvelles demandes et, parfois, des tensions avec la population d'origine* » (*Le Monde*, 15.12.2007), mais aussi un mélange des cultures et la construction de liens nouveaux (*Le Figaro*, 03.03.2006).

- 13 Dans certains articles, la périurbanisation est envisagée de façon plus sévère comme l'expression d'un anti-urbanisme néfaste, responsable d'une anomie latente, elle-même source de menaces pour la société. La quête d'épanouissement individuel, associée à la périurbanisation, dissimulerait une frilosité sous-jacente, caractérisée par un idéal de vie étriqué, où chacun serait enfermé sur soi. Les journalistes du *Monde diplomatique* citent Christophe Guilluy et Christophe Noyé parlant d'« *une culture du repli* » (01.11.2006). De l'autre côté de l'échiquier idéologique, *Le Figaro* évoque également ce « *repli sur la sphère domestique* » (27.11.2006). Le mythe du petit propriétaire terrien est interprété comme étant la manifestation réactionnaire et conservatrice d'une hostilité à la ville.
- 14 Notons que même les journaux économiques considèrent que la crispation matérialiste sur le modèle agrarien du propriétaire immobilier s'accompagnerait d'une asphyxie et d'un appauvrissement des relations sociales. Le propos de spécialistes intervenant dans la presse est parfois plus abrupt encore : selon Jacques Lévy, « *le choix du périurbain correspond à une recherche de l'entre soi qui est cohérente avec des projets politiques non coopératifs, corporatistes ou sécessionnistes* » (*Libération*, 25.04.2007). L'essor de la périurbanisation serait le résultat d'une somme de décisions librement consenties par une fraction significative de la société, prête à se laisser guider par les sirènes d'un mode de vie dévoyé, individualiste et égocentré. Cette analyse renvoie à un courant géoéthique engagé dans la stigmatisation du ruralisme et dans la promotion d'un modèle d'urbanité associant la ville à l'espace public (Berdoulay, 2004) et à des valeurs de tolérance et de reconnaissance de la diversité (Young, 1991 ; Harvey, 1994). Ces interprétations culturalistes du mode de vie périurbain ne sont pas dénuées de moralisme, ce que Martin Vanier souligne, dans un ouvrage scientifique : pour lui, « *la périurbanisation a d'abord été traitée comme un procès, au sens de jugement, plutôt que comme un processus* », et « *la France urbaine, celle des experts, des chercheurs et des décideurs qui s'expriment sur ce sujet, n'aime guère sa société périurbaine, qui le lui rend bien* » (Vanier, 2008 : 38-39).

La mise en scène de l'injustice socio-spatiale

- 15 Parallèlement aux critiques culturelles du néo-ruralisme, la périurbanisation peut être vue comme un phénomène subi, c'est-à-dire contraint par l'organisation sociale et la structure matérielle de l'accès au logement. De nombreux articles déplorent l'impact de la

spéculation et de l'inflation des prix qui caractérisent le marché immobilier dans la plupart des grands centres urbains. Cette logique serait responsable d'un mouvement centrifuge qui déplacerait les catégories sociales en fonction de leur inégale capacité à supporter les coûts fonciers de la proximité au centre-ville et qui transformerait la ville en une succession de zones socio-résidentielles hiérarchisées (Fragments 1).

Fragments 1. La ville transformée en marchandise

En ce qui concerne les motivations du rurbain, là non plus le seul désir d'une maison individuelle ne suffit pas à tout expliquer. Si la ville était plus accueillante, c'est-à-dire si elle était moins chère (comment une famille de quatre ou cinq personnes peut-elle se loger en centre ville ?), moins polluée (par absence de transports en commun ou par manque de civisme), moins inégalitaire et plus mixte socialement (donc plus sûre), le phénomène aurait-il pris une telle ampleur ? (*Le Monde diplomatique*, « Rurbains », 01.04.2008).

Dans une France aux transports publics de proximité souvent déficients, la voiture individuelle est le seul moyen de transport susceptible de permettre à des millions de salariés de se rendre sur leur lieu de travail. [...] C'est également vrai pour les habitants des cités mal desservies à la périphérie des grandes villes. C'est encore plus vrai pour tous ces ménages qui ont fait, ces trente dernières années, le choix d'un habitat pavillonnaire souvent situé à plusieurs dizaines de kilomètres de leur lieu de travail. Le prix du terrain à bâtir leur imposait ce « choix », qui se traduit souvent par l'utilisation de deux voitures par ménage pour se rendre au travail (*L'Humanité*, « Ceux qui trinquent se comptent par millions », 07.11.2007)

- 16 Les journaux de droite reconnaissent eux aussi que « la flambée des prix de l'immobilier a poussé de nombreux ménages à s'installer de plus en plus loin des centres villes » (*Le Figaro*, 28.05.2005), notamment « les jeunes couples [...] obligés de migrer en deuxième ou en troisième couronne pour trouver un logement » (*Le Point*, 24.04.2008). L'enfermement périurbain serait davantage le fruit d'une mauvaise organisation socio-économique de l'accès au logement que d'un choix culturel volontaire en faveur de l'isolement et de l'éloignement des centres-villes. Autrement dit, « pour s'adapter à un marché immobilier dont les prix ont doublé en cinq ans, les accédants à la propriété, dont les salaires n'ont pas bougé, font comme ils peuvent » (*Le Point*, 16.03.2006). Le champ sémantique de l'expulsion est abondamment exploité (Tableau 5).

Tableau 5. L'exclusion territoriale comme facteur d'explication du périurbain

Termes employés par les journalistes	Titre	Date de publication
« exclusion rapide et systématique »	L'Humanité	23.05.2007
« éviction »	Le Point	16.03.2006
« relégation hors des zones urbaines »	Le Figaro	18.09.2006
« exil »	Les Échos	30.05.2005
« retranchement »	Le Nouvel Observateur	03.08.2006
« évasion des classes moyennes »	Le Monde	24.06.2007

- 17 Plusieurs articles assimilent les habitants du périurbain à ce qu'Alain Reynaud appelle une « *classe socio-spatiale* » (1981). Le modèle centre-périphérie est implicitement utilisé pour dénoncer des injustices sociales. Selon les circonstances, deux, trois ou cinq classes sont identifiées (Fragments 2).

Fragments 2. Le périurbain dans la nouvelle division socio-spatiale du territoire

Une vision à deux classes :

Il y a deux France et notamment une France des couches populaires et moyennes, composée d'exclus, de travailleurs précaires et de salariés modestes, vivant dans les cités, le périurbain et le monde rural, avec les difficultés de logement et des transports et l'angoisse de l'avenir (*Libération*, « Socialistes, parlons de nos désaccords ! », 09.07.2007).

Une vision à trois classes :

[Il existe] une ségrégation tripartite de la France entre centres villes « gentrifiés » des familles aisées, *no man's land* périurbain oublié des classes populaires et cités reléguées des exclus (*Le Figaro*, « Un nouveau logiciel pour le socialisme », 26.09.2005).

Une vision à cinq classes :

[On peut distinguer l]a ville centre, très dense, riche en transports publics et en équipements, où vivent les populations les plus privilégiées ; la banlieue suburbaine, où l'on trouve essentiellement des petits bâtiments collectifs et des classes moyennes attachées au lien avec la centralité principale ; l'aire périurbaine, dominée par les zones pavillonnaires, qui a très peu de liens avec la ville centre et restera « condamnée » aux déplacements automobiles ; la ville des exclus et des assignés à résidence, c'est-à-dire les grands ensembles, enclavés et mal desservis ; enfin, des zones de campagne, refuge des « rurbains » (*Ascher, Le Monde*, « Les villes se construisent sur des compromis », 15.05.2009).

- 18 Les analyses en termes de strates socio-spatiales se heurteraient néanmoins aux complications introduites par l'inégale capacité des catégories sociales à se mouvoir et à tirer profit des opportunités générées par la différenciation territoriale. Selon Jean Viard, l'espace périurbain ne serait pas habité par une classe homogène mais, en fonction des capacités sociales de chacun, il permettrait des accomplissements variables (C10). L'éloignement du centre des villes n'aurait pas le même coût et n'offrirait pas les mêmes opportunités à toutes les catégories de la population.
- 19 Cette lecture centrée sur les inégalités socio-spatiales associe la périurbanisation et la décadence des classes moyennes, condamnées à subir la logique du marché résidentiel (C8). Les journalistes parlent ainsi de :
- « *nouvelles banlieues populaires* » (*Enjeux les Échos*, 01.04.2006) ;
 - « *“paupérisation” de la population* » (*Le Figaro*, 17.04.2009) ;
 - « *salariés modestes du périurbain* » (*Le Figaro*, 18.06.2007) ;
 - « *territoires [...] où vivent des jeunes et des anciens exclus du centre ville* » (*L'Express*, 14.12.2006) ;
 - « *60% des clients des constructeurs de maisons individuelles [ayant] un profil ouvrier ou employé avec un petit budget* » (*Le Point*, 16.03.2006).
- 20 Les analyses de Christophe Guilluy sur la fragilisation des classes moyennes périurbanisées connaissent un succès très large et sont présentes dans la plupart des titres du corpus (Fragments 3).

Fragments 3. Le périurbain vu par Christophe Guilluy : la construction intellectuelle d'un discours catastrophiste

« Ce qui bascule, c'est la France périurbaine, celle des zones pavillonnaires bas de gamme. [...] L'accession à la propriété est aujourd'hui une forme de précarisation. Les gens qui ont quitté le parc social de Seine-Saint-Denis pour aller acheter un

pavillon en Seine-et-Marne ont vu leur niveau de vie baisser », renchérit Christophe Guilluy. [...] « Quand on pense exclusion, on pense aux cités, jamais à la France rurale et périurbaine, c'est un réflexe pavlovien. Le traitement médiatique occulte ce repli qui touche les salariés du privé. Vous ne verrez jamais un reportage sur un chômeur de longue durée dans un pavillon de Seine-et-Marne », remarque Christophe Guilluy » (*Le Figaro*, « Le cri des classes moyennes », 06.06.2005).

« Il existe une France périphérique, périurbaine, qui se situe bien plus loin que les banlieues sur lesquelles se polarisent les médias », explique encore Christophe Guilluy. Zones pavillonnaires dont l'Etat se désinvestit, et où le rêve d'accession à la propriété, typique des classes moyennes, est en train de se transformer en cauchemar » (*Le Point*, « La grande colère des classes moyennes », 14.09.2006).

« Les pavillons sont les nouveaux territoires de la classe ouvrière », résume le géographe Christophe Guilluy (*Le Monde*, « Ces villes qui étouffent la campagne », 19.08.2008).

- 21 Cette rhétorique alarmiste, employée fréquemment par les intellectuels pour interpeller l'opinion (Maurin, 2004) alimente le discours des journalistes qui, à leur tour, parlent de « désillusion » (*Le Point*, 14.09.2006) ou de « mirage » (*Enjeux les Échos*, 01.04.2006 ; *Le Monde*, 29.04.2007) pour qualifier le périurbain. Certains journaux déplorent les violations du « droit à la ville » auxquelles conduit cette situation (C9), une partie de la société ayant, semble-t-il, intérêt à préserver les mécanismes liés à la spéculation immobilière. Chez de nombreux journalistes, la périurbanisation devient une manière, pour les moins malchanceux, c'est-à-dire ceux qui peuvent tout de même devenir propriétaires de leur logement au prix d'efforts parfois démesurés, d'échapper à la logique implacable du marché résidentiel qui sévirait au sein des aires urbaines (Fragments 4).

Fragments 4. L'extension de la dynamique du capitalisme

Tout propriétaire foncier considère qu'il est assis sur un tas d'or. Les jeunes agriculteurs arrivent encore à acheter des terres, au prix fort, mais pas les corps de ferme, trop convoités. Et des spéculateurs n'hésitent pas à parier sur des terrains encore classés agricoles (*Le Monde*, « À Toulouse, une réflexion sur des parcelles très convoitées », 14.05.2005).

Par leur exode des villes vers les campagnes, où elles font construire des pavillons dévoreurs d'espace, les familles contribuent involontairement à faire grimper les prix (*Le Point*, « Recherche terrains désespérément », 31.03.2005).

S'ils choisissent de vivre à la campagne, ils ne quittent pas non plus l'orbite d'une ville. La plupart s'installent dans une commune rurale limitrophe d'une aire urbaine. Cette évolution reflète un choix de vie autant que les contraintes financières et résulte d'« un arbitrage coût de la vie confort de vie » (*Le Figaro*, « Les "rurbains" toujours plus nombreux », 18.01.2006 et 03.12.2008).

Avec le même salaire, le pouvoir d'achat est supérieur loin des grandes métropoles (*L'Express*, « Comment Paris finance la province », 18.01.2008).

- 22 Les victimes de ce processus d'expulsion, en acceptant le jeu du marché pour devenir propriétaires à leur tour, entretiendraient l'inflation et la sélection spatiale des résidents. Leurs choix individuels tiennent à ce que l'urbaniste Bernard Reichen nomme « une attitude de dépit » (*L'Express*, 01.12.2005) et relèvent d'un compromis par défaut que les journalistes imputent à la recherche des avantages comparatifs inhérente à la logique libérale. En insistant sur les liens entre les inégalités spatiales générées par la logique marchande et les formes de ségrégation et de marginalisation sociales, ce deuxième registre géoéthique renvoie à tout un courant intellectuel, qui est impliqué dans la promotion de relations justes entre les centres et leurs périphéries (Smith, 1979 ; Reynaud, 1981 ; Bret, 1996).

La dénonciation d'un urbanisme insoutenable

- 23 Un troisième registre associe la périurbanisation à une forme d'urbanisme insoutenable pour la collectivité, incompatible avec la préservation du bien commun. La périurbanisation, tout en générant de multiples dégradations environnementales, contribuerait à rendre plus difficile l'accès aux services publics indispensables au maintien de la cohésion sociale.
- 24 D'après *Le Point*, par exemple, « certaines communes périurbaines gèrent difficilement une forte croissance de population » (24.04.2008). 36 articles déplorent le manque de services collectifs qui y sévit, qu'il s'agisse de l'encadrement en matière de médecine générale, de police ou de commerces de proximité. Les populations rejetées en zone périurbaine auraient, de surcroît, à subir l'allongement des trajets et la servitude à l'égard de l'automobile, les plus pauvres d'entre elles étant assignées à résidence (Fragments 5).
- Fragments 5. L'illusion de la mobilité et la logique de l'isolement
L'ensemble du système de circulation automobile produit de gigantesques enclaves fermées (*Le Monde*, 16.12.2008).
La dépendance aux quatre roues pèse cruellement sur le portefeuille (*Enjeux les Échos*, 01.09.2007).
Nombre de salariés n'ont plus les moyens financiers de se payer la mobilité. Certains ménages dépensent un quart, voire un tiers, de leurs revenus dans les transports (*Libération*, 19.05.2008).
À Bléré, à 25 km de Tours, la voiture est devenue un « gouffre » financier pour les « rurbains » (*Le Monde*, 01.04.2006).
La campagne [...] isole les ménages pavillonnaires de la collectivité. La famille devient la base de repli, le seul refuge de stabilité avec la maison (*Enjeux les Échos*, « Les oubliés du rêve pavillonnaire », 01.04.2006).
- 25 Cet isolement subi et les carences en matière de services collectifs seraient une source supplémentaire de fragilité, de tensions et de violences. *L'Humanité* déplore « le manque d'animation, de commerces et d'activités pour les jeunes » (14.05.2007) et *Le Figaro* considère que « l'absence d'activités, d'animation, bref de vie, engendre une violence non maîtrisable » (26.05.2007). 23 articles décrivent le périurbain comme une zone marquée par une montée de la violence et de l'insécurité. En 2007, à l'approche des élections présidentielles, dans un éditorial intitulé « *Le Pen n'a jamais été aussi fort* », Claude Askolovitch présente les habitants du périurbain comme les victimes d'un dépérissement social irrémédiable et inquiétant (C11). La pauvreté qui caractériserait le périurbain apparaît comme un facteur de désolation sociale et de démoralisation politique. Ainsi, « plus l'on habite dans une zone à faible densité, constate le chercheur [Hervé Le Bras], plus on a tendance à voter pour les extrêmes » (*Le Monde*, 17.02.2008). Reprenant cet argumentaire, les journalistes de ce quotidien considèrent même que la population périurbaine pourrait « être tentée d'exprimer à nouveau, sous une forme ou sous une autre, son ressentiment face à l'effritement de ses rêves de propriétaire et à l'impuissance du politique » (*Le Monde*, 15.07.2008), aggravant par là le sentiment général de défiance à l'encontre des pouvoirs établis.
- 26 La critique médiatique de la périurbanisation porte également sur les liens entre dispersion et développement durable. Ici, les journalistes reprennent les arguments classiques avancés au sein de la sphère académique (Berque, 2006). Ils dénoncent ainsi « l'impasse écologique » (*Alternatives économiques*, 01.12.2006) et « la logique centrifuge dans laquelle sont entraînés les villes » (*Le Monde*, C12). 60 articles s'inquiètent des effets de l'étalement pavillonnaire et 23 pointent la déconnexion spatiale croissante entre lieux de

travail et lieux de résidence. Cette mutation entraînerait une pollution injustifiée aux yeux de certains observateurs spécialisés. À la pollution atmosphérique (*Alternatives économiques*, 01.12.2006) viendraient s'ajouter le mitage « désordonné » (*Enjeux les Échos*, 01.03.2009) ou « anarchique » (*L'Humanité*, 06.09.2007) d'espaces reconnus comme « naturels », et une pression foncière sur les terroirs agricoles. Pour *Le Monde*, « on aboutit à une ville diffuse, où l'habitat et les axes de communication sont particulièrement consommateurs d'espace » (08.10.2006, C13). L'image d'une ville qui « grignote » la campagne est abondamment reprise (*Libération*, *Les Échos*, *Le Figaro*, *Le Monde*), de même que celle de la « colonisation » (*Libération*, *Le Figaro*). *L'Express* stigmatise, de son côté, « le bétonnage et le règne du tout-bagnole » (19.01.2006), tandis que *Le Figaro* dresse la liste des fléaux infligés par « l'autoroute qui lacère la campagne, la zone périurbaine, entre friches et béton » (02.10.2008). *Le Point* déplore, pour sa part, une « rurbanisation galopante » (16.03.2006). Certains lecteurs participent à ce réquisitoire sans appel (C14). Chez tous ces intervenants, l'avènement d'une ville durable, écologiquement responsable et socialement équitable, est considéré comme un objectif d'intérêt général qui ne saurait s'effectuer sans l'interruption du vaste mouvement de périurbanisation. Un tel enjeu amène certains journalistes à mettre en cause la capacité d'action des pouvoirs publics.

Un enjeu de gouvernance et de régulation territoriale

- 27 En interrogeant la responsabilité des pouvoirs publics face au mouvement de périurbanisation, les journalistes participent au travail d'évaluation nécessaire à l'actualisation du débat public. Ce faisant, ils rendent possible la discussion collective et la construction négociée de la « légitimité démocratique » (Rosanvallon, 2008). Ce travail critique passe souvent par la dénonciation d'efforts jugés insuffisants (Fragments 6).

Fragments 6. La notation de l'action publique

L'étalement urbain n'est pas maîtrisé par les pouvoirs publics (*La Tribune*, « Toujours mobile sans mon auto », 26.09.2007).

Une fiscalité et des aides publiques favorables au développement périurbain. Celui-ci a aussi été stimulé par le prix relativement bas des carburants depuis la fin des années 1980, qui a permis d'alléger le coût du transport automobile du domicile au travail (*Le Monde*, « Ces villes qui étouffent la campagne », 19.04.2008).

Christine Boutin ne fait que le généraliser pour la promotion privée dans les zones périurbaines et pour deux ans seulement. De mauvaises langues estiment même qu'il s'agit d'une offre calibrée pour les constructeurs de maisons individuelles qui n'ont pas su anticiper la dégradation de la solvabilité des primo accédants, à l'inverse des gros promoteurs. [...] L'étalement urbain, que ce type d'urbanisation encourage, en contradiction avec les conclusions du Grenelle, est critiqué autant par les écologistes que par les urbanistes (*L'Humanité*, « "Ma maison pour 15 euros par jour", c'est du pipeau », 25.02.2008).

- 28 À droite, *Le Figaro* considère que la maîtrise foncière est une affaire compliquée car « les modes de vie et les choix de nos concitoyens ne correspondent plus au schéma que la technostructure entend imposer » (03.12.2008), inquiétude que partage *Le Nouvel Observateur*, où la périurbanisation est définie comme « un mouvement qui va contre le courant des dernières tendances en matière d'urbanisme » (22.03.2007). De son côté, *Libération* note que « lutter contre l'étalement urbain est une équation difficile à résoudre, où il faut à la fois de solides projets de société, une volonté politique et des outils législatifs pour réaliser des projets urbanistiques et architecturaux innovants » (13.01.2007).

- 29 Ici, loin de s'enfermer dans une représentation pessimiste ou simplement dénonciatrice, les médias français expriment aussi des recommandations à l'adresse des responsables institutionnels. Plusieurs pistes d'intervention sont régulièrement proposées (périmètres de protection, densification de la desserte en équipements collectifs, structuration polycentrique, gouvernance intégrée à l'échelle des agglomérations).
- 30 Les périmètres de protection et la mise en défens sont un des moyens auxquels les pouvoirs publics peuvent recourir pour assurer la sauvegarde d'éléments d'intérêt environnemental. Cela concerne notamment les jardins publics et les parcs périurbains. Ainsi, 8 des 23 articles consacrés au périurbain dans l'agglomération marseillaise évoquent le projet de parc national des Calanques.
- 31 L'amélioration de la desserte des zones périurbaines et l'instauration de nouveaux rapports entre les centres et leurs périphéries apparaissent également comme une priorité, qu'il faut traiter grâce à une nouvelle organisation de la circulation. La critique ne se limite pas à dénoncer les effets pervers de l'automobile. Le sociologue Éric Le Breton signale, dans *Libération*, que si « le politiquement correct veut qu'on se déplace tous en transport collectif [...], une large part de la population en est exclue » (07.11.2005). *Le Nouvel Observateur* fait remarquer qu'une action responsable ne saurait accorder de légitimité exclusive aux « discours dominants en provenance des centres villes socialo-écologues fustigeant les automobiles polluantes » (19.04.2007). S'ils n'oublient pas qu'« à mesure que l'on s'éloigne des centres villes, la fréquence et le coût des transports collectifs deviennent inversement proportionnels à leur densité » (*Enjeux les Échos*, 01.03.2009), les journalistes considèrent aussi qu'il convient de « favoriser la fluidité et la régularité des transports en commun dans les sites périurbains » (*L'Humanité*, 12.09.2007). Ils sont nombreux à saluer les projets innovants qui fleurissent, ici et là, en matière de transport collectif (trams-trains, bus autoroutiers, transport à la demande). Avec 6 articles, le cas du tram-train inauguré à Mulhouse retient particulièrement leur attention.
- 32 Ces actions destinées à répondre aux besoins des populations périurbaines devraient, selon certains, s'accompagner de mesures en faveur d'une urbanisation plus cohérente. Comme le remarque *Libération*, « en France, la ville dense fait encore peur : elle est synonyme de quartiers sensibles et de grands ensembles » (13.01.2007). La densification et la polycentralité sont présentées comme étant deux manières conjointes d'atteindre une meilleure cohérence (Fragments 7).

Fragments 7. La puissance du modèle polycentrique

Il faut également privilégier la densification autour des gares, notamment dans le périurbain (*L'Humanité*, 06.03.2008).

Il va falloir recréer de nouvelles centralités, des sortes de hubs comme dans les aéroports, où les gens se rencontreront (*Le Monde*, « Quatre roues, cinq crises : où va l'automobile ? », 26.10.2008).

Chaque ville doit être une île reliée aux autres, mais en respectant l'alternance entre surfaces urbanisées et coupures vertes (*Le Point*, « La Vie en vert », 15.11.2007).

Il faut densifier la ville en augmentant la hauteur des immeubles à 5 étages (*Le Point*, « Nîmes, l'horizon 2020 », 25.01.2007).

Comme l'explique Claude Raynal, maire de Tournefeuille et animateur de la conférence, « l'accueil des nouveaux habitants se fera prioritairement sur le pôle urbain ». Soit 230 000 personnes sur les 300 000 attendues. « Les autres iront vers six pôles urbains extérieurs, repérés pour leurs emplois, leurs services et leurs liens en transports avec la ville centre » (*Le Point*, « Toulouse victime de son succès », 31.03.2005).

- 33 Enfin, l'amélioration de la coopération entre acteurs publics apparaît comme un levier incontournable pour agir à l'échelle la plus efficace. Pas moins de 26 articles associent le thème du périurbain à celui de la gouvernance urbaine (C15 et C16).

Conclusion

- 34 Par les stéréotypes qu'il investit et transmet au grand public, le discours médiatique participe, de manière diffuse, à la structuration de l'imaginaire des sociétés : il véhicule des valeurs et, à travers elles, contribue à légitimer des comportements sociaux ou des arbitrages politiques. Il popularise des phénomènes et des problèmes identifiés au sein des sphères spécialisées et permet au grand public de s'appropriier les enjeux liés à l'émergence de nouvelles pratiques et à leurs conséquences en matière de justice spatiale. Les médias concourent ainsi à l'actualisation des préoccupations collectives. En France, le débat public qui naît autour du périurbain n'est pas structuré en fonction des clivages éditoriaux classiques : la plupart des journaux, qu'ils se rattachent aux opinions de gauche, de droite ou du centre, expriment des réticences multiples à l'encontre de ce processus présenté comme un problème de société. Les journalistes ne sont pas les seuls à envisager cet espace aux contours incertains avec inquiétude. Plus que les responsables institutionnels ou associatifs, les spécialistes (architectes, urbanistes, géographes, sociologues, démographes) qui interviennent dans la presse en tant qu'intellectuels jouent un rôle non négligeable dans la mise en garde vis-à-vis du périurbain. La dramatisation du discours à laquelle se prêtent journalistes aussi bien qu'experts participe à la construction idéologique et de la politisation de la question périurbaine, lesquelles s'effectuent selon des registres géoéthiques contradictoires :
- un courant d'interprétation culturaliste se concentre sur la confusion identitaire que suscite l'aspiration à vivre dans un cadre bucolique sans renoncer pour autant aux avantages de la péricentralité, invitant les lecteurs à s'interroger sur la rupture qu'elle implique avec le modèle idéalisé d'une ville dense fondée sur la mixité et la diversité ;
 - une vision classiste voit dans la périurbanisation une conséquence indirecte du libéralisme généralisé qui structure la société, et reproche à la marchandisation de l'espace résidentiel de provoquer une sélection sociale implacable et notamment l'expulsion des classes moyennes à la périphérie des centres urbains les plus dynamiques ;
 - enfin, l'étalement urbain est de plus en plus souvent présenté comme un obstacle au développement d'une ville équitable et durable, bloqué par l'emprise technique de l'automobile.
- 35 Toutes ces imputations sont croisées dans des articles où sont également introduits les éléments nécessaires à une réappropriation politique de la ville étendue. L'action correctrice des collectivités territoriales apparaît, de manière récurrente, comme un moyen de répondre aux problèmes soulevés par la périurbanisation. Dans la plupart des cas, les mesures évoquées (la protection des zones patrimonialisées, l'extension des réseaux de transport public, la coordination des politiques locales) visent seulement à contenir le mouvement de périurbanisation. On voit mal, dès lors, comment les appels lancés en faveur de la concentration et de la polycentralité pourraient spontanément advenir. Si la représentation médiatique du périurbain est loin d'avoir atteint le même degré de catastrophisme que celle qui s'attache aux grands ensembles de banlieue, le risque d'enfermer la discussion dans des visions désespérantes de la ville dispersée n'est pas mince. En contrepoint, l'exemple américain, si souvent fustigé, fait pourtant preuve

d'une plus grande réactivité. Si la suburbanisation de masse héritée des années 1950-1960, a fait l'objet d'un pilonnage systématique au début des années 1990, notamment de la part d'universitaires, de praticiens et de journalistes (Kunster, 1993 ; Duany *et al.*, 2000), les discours évoluent depuis peu. Ils reconnaissent la polymorphie des espaces périphériques (Teaford, 2006) et tentent de promouvoir leur réaménagement plutôt que leur simple disqualification (Flint, 2006 ; Knox, 2008). Si, après plusieurs décennies de désinvestissement et d'érosion démographique, la renaissance des villes-centres (et plus encore des centres-villes), portée par des opérations de reconquêtes résidentielles (Seattle, Portland, Philadelphie, Dallas, Houston...) et quelques développements récréotouristiques spectaculaires (San Diego, Houston, Baltimore, Phoenix...), frappe les esprits, le phénomène doit être replacé dans le contexte plus général de la dynamique métropolitaine : entre 2000 et 2005, les cent plus grandes villes états-uniennes ont gagné 1,4 million d'habitants alors que, durant la même période, les cent plus grandes métropoles ont enregistré un gain de population sept fois supérieur, avec 10,6 millions de résidents supplémentaires (US Census, 2006). Le constat est d'ailleurs identique en ce qui concerne la répartition des emplois. En 2006, sur les 77,5 millions d'emplois que comptent les cent plus grandes métropoles états-uniennes, seuls 21% se localisent encore dans les centres-villes (US Census, 2006). Les *Central Business Districts* (CBD) des villes de Detroit, Los Angeles, Atlanta, Miami, Dallas, San Diego ou encore Houston abritent moins de 10% de l'emploi total de leur région métropolitaine ! Alors que 60 millions de logements supplémentaires et 35 millions d'emplois viendront gonfler leurs espaces suburbains avant le milieu du XXI^e siècle, la critique urbaine aux Etats-Unis a aujourd'hui dépassé le stade de la simple condamnation à l'encontre de la *suburbia* pour mieux l'intégrer au sein des politiques de *smart growth* (Billard, 2009). En France, comme ailleurs, nier le périurbain ou le reléguer simplement au rang d'anti-modèle ne peut tenir lieu de vision pour un urbanisme responsable, adapté à ce que les villes sont devenues. Il est donc plus que jamais nécessaire d'affiner les concepts et les catégories d'analyse nécessaires à l'invention d'un péri-urbanisme durable.

BIBLIOGRAPHIE

- Berdoulay V, Da Costa Gomes P. C, Lolive J. 2004. *L'Espace public à l'épreuve. Régressions et émergences*. Pessac, MSHA.
- Berque A, Bonnin P, Ghorra-Gobin C. 2006. *La ville insoutenable*. Paris, Belin.
- Billard G. 2009. *Gouverner, aménager, habiter les métropoles des (ex) Nouveaux Mondes : États-Unis, Australie, Canada*. Université de Rouen, Habilitation à diriger des recherches.
- Brennetot A. 2010. Pour une géoéthique. Éléments pour une analyse des conceptions de la justice spatiale, *L'Espace géographique* 1 : 75-88.
- Brennetot A. 2010. La gouvernance parisienne, un objet de débat public ? Médiatisation et enjeux géoéthiques autour du Grand Paris, *L'Espace politique* 10, à paraître.

- Brennetot A. 2009. *Géoéthique du territoire. Le débat public territorial à travers la presse magazine en France*. Université de Rouen, Thèse de doctorat en géographie.
- Brennetot A. 2007. Faut-il oublier Frank Lloyd Wright ? *Cybergeog*, E-Topiques, <http://www.cybergeog.eu/index12283.html>.
- Bret B. 1996. Les inégalités : une question de géographie politique, *L'Information géographique* 60 : 10-19.
- Charpin J.-M. (dir.) 2006. *La France et ses régions*. Paris, INSEE.
- Duany A, Plater-Zyberg E, Speck J. 2000. *Suburban Nation. The Rise of Sprawl and the Decline of American Dream*. New York, North Point Press.
- Flint A. 2006. *This Land. The Battle over Sprawl and the Future of America*. Baltimore, The Johns Hopkins University Press.
- Guilly C, Noyé C. 2006. *Atlas des nouvelles fractures sociales en France. Les classes moyennes face à la mondialisation : la tentation du repli*. Paris, Autrement.
- Harvey D. 1996. *Justice, Nature and the Geography of Difference*. Londres, Blackwell.
- Husson J.-P. 2008. *Envies de campagne. Les Territoires ruraux français*. Paris, Ellipses.
- Knox P. L. 2008. *Metroburbia, USA*. Newark, Rutgers University Press.
- Kunstler J. H. 1993. *The Geography of Nowhere: the Rise and Decline of America's Man-made Landscape*. New York, Touchstone.
- Kymlicka W. 1999. *Les théories de la justice. Une introduction*. Paris, La Découverte.
- Maurin É. 2004. *Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*. Paris, Seuil.
- Muhlmann G. 2004. *Du journalisme en démocratie*. Paris, Payot et Rivages.
- Polcar A. 2006. *La justice sociale. Les enjeux du pluralisme*. Paris, Armand Colin.
- Reynaud A. 1981. *Société, espace et justice*. Paris, PUF.
- Rosanvallon P. 2008. *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*. Paris, Seuil.
- Rosanvallon P. 2006. *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*. Paris, Seuil.
- Sedel J. 2009. *Les médias et la banlieue*. Paris, Le Bord de l'Eau.
- Sen A. 2000. *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*. Paris, Odile Jacob.
- Smith D. M. 2000. *Moral Geographies. Ethics in a World of Difference*. Édimbourg, Edinburgh University Press.
- Smith D. M. 1994. *Geography and Social Justice*. Oxford, Blackwell.
- Smith D. M. 1979. *Where the Grass is Greener. Living in an Unequal World*. Harmondsworth, Penguin Books.
- Teaford J. C. 2006. *The Metropolitan Revolution. The Rise of Post-Urban America*. New York, Columbia University Press.
- Vanier M. 2008. *Le pouvoir des territoires. Essai sur l'intercommunalité*. Paris, Économica.
- Young I. M. 1990. *Justice and the Politics of Difference*. Princeton, Princeton University Press.

ANNEXES

Annexe 1. Liste des titres des articles analysés dans leur intégralité

Titre du journal	Titre des articles	Date de parution
Enjeux les Échos	« Les oubliés du rêve pavillonnaire »	1 ^{er} avril 2006
La Tribune	« Guy Loinger : “Vers une interpénétration entre la ville et la campagne” »	17 janvier 2007
	« Chantal Duchêne : “L'étalement urbain renforce l'usage de la voiture” »	11 juillet 2007
	« Maîtriser la croissance folle des villes »	11 juillet 2007
Le Figaro	« Les “rurbains” toujours plus nombreux »	18 janvier 2006
	« L'exode des citadins à la campagne s'amplifie »	12 mai 2007
	« Ces choix résidentiels ont revigoré certaines villes »	15 septembre 2008
	« Les Français plébiscitent la ville à la campagne »	7 juillet 2009

Le Monde	« Les nouvelles frontières entre villes et campagnes »	13 février 2005
	« À Toulouse, une réflexion sur des parcelles très convoitées »	14 mai 2005
	« Le département du Gers est confronté à la déferlante des néoruraux »	10 juin 2005
	« Les zones rurales situées autour des villes attirent de plus en plus d'habitants »	18 janvier 2006
	« Territoires : nouvelles mobilités, nouvelles inégalités »	21 mars 2006
	« Un Grenelle si loin de la ville »	9 décembre 2007
	« Être propriétaire de son logement fait-il voter à droite ? »	17 février 2008
	« Ces villes qui étouffent la campagne »	19 avril 2008
	« À Bléré, à 25 km de Tours, la voiture est devenue un "gouffre" financier pour les "rurbains" »	26 septembre 2008
Le Monde diplomatique	« Détruire la biosphère par amour du paysage : les rurbains contre la nature »	1 ^{er} février 2008
	« Rurbains »	1 ^{er} avril 2008
Le Point	« Recherche terrains désespérément »	31 mars 2005
	« Toulouse victime de son succès »	31 mars 2005
	« Ma maison toujours plus loin ! »	16 mars 2006
	« Les 7 changements capitaux »	19 octobre 2006
	« Les rurbains dans la "ville archipel" »	6 novembre 2008

Les Échos	« L'Isle Jourdain, ville pavillonnaire »		1 ^{er} mars 2005
	« Midi Pyrénées : Toulouse fait face à un fort afflux démographique »		1 ^{er} mars 2005
	« Les Français préfèrent l'habitat individuel en zone rurale »		3 août 2005
	« De la maison individuelle à l'aménagement périurbain »		15 septembre 2005
	« Caen : la mer va créer des "poumons verts" »		3 janvier 2007
	« Une remise en cause de la périurbanisation des sociétés »		12 février 2008
	« Les bourgs ruraux s'étendent plus vite que les villes »		9 juin 2009
Enjeux les Échos	« La ruée vers la campagne »		1 ^{er} décembre 2005
	« Les oubliés du rêve pavillonnaire »		1 ^{er} avril 2006
L'Humanité	« Cette grande Île de France »		26 mai 2007
	« Ceux qui trinquent se comptent par millions »		7 novembre 2007
	« "Ma maison pour 15 euros par jour", c'est du pipeau »		25 février 2008
	« Jusqu'où iront les villes ? »		14 janvier 2009
	« Ces no man's land entre ville et campagne »		11 juin 2009
Libération	« Les inégalités sont démultipliées »		7 novembre 2005
	« Le combat urbain des bobos de banlieue »		8 décembre 2006
	« Marée urbaine »		13 janvier 2007
	« Des bobos dans la boue »		23 janvier 2007
	« Dis-moi où tu habites... »		25 avril 2007
	« La campagne, un souvenir »		17 juin 2008

Annexe 2. Extraits du corpus mentionnés dans l'article

C1

« Jusqu'alors, le territoire vivait au régime de l'étalement urbain. La population s'installait en bordure des grandes agglomérations, dans la frange dite périurbaine, tandis que le rural profond continuait à se dépeupler, particulièrement dans la "diagonale du vide" s'allongeant en biais des Ardennes aux Pyrénées. C'est fini. Le repeuplement s'amorce vivement un peu partout, plus nettement dans le sud mais aussi dans des endroits *a priori* moins attractifs comme les Ardennes ou le Limousin. »

Le Figaro, « Notre nouvelle démographie ? Émigration, natalité, longue santé, et repeuplement des campagnes ! », 05.05.2007.

C2

« Les communes périurbaines, en particulier, connaissent un véritable éclatement des sphères de vie des habitants. »

Le Monde, « Territoires : nouvelles mobilités, nouvelles inégalités », 21.03.2006.

C3

« En matière de logement, cette évolution se traduit par l'utilisation d'une résidence trois jours par semaine et d'une autre les quatre autres jours ou, pour les personnes âgées, par le cumul d'une résidence d'été et d'un appartement d'hiver... Une seconde résidence qui se situe souvent plus loin des villes, d'où le dynamisme des maisons dites "de campagne" qui s'apparentent davantage à des deuxièmes résidences principales. »

Le Point, « Les 7 changements capitaux », 19.10.2006.

C4

« Paris est devenu un souvenir lointain pour Frank et Christine, de plus en plus sensibles à la qualité de leur cadre de vie. "Quand nous emmenons notre fils à Paris, ville dont il ne se souvient pas, il ne comprend pas que les gens puissent ainsi vivre les uns au dessus des autres", raconte Frank, l'heureux "rurbain". »

Le Figaro, « Frank et Christine : "Nous avons fait le grand saut" », 12.05.2007.

C5

« Aujourd'hui, la grande ville est vécue, aussi, comme un espace de pollution, de violence et d'égoïsme. Le renchérissement de l'immobilier touche désormais les principales cités. Les polémiques sur le développement des "ventes à la découpe", à Paris comme dans d'autres grandes villes, illustrent les difficultés croissantes auxquelles sont confrontées les classes moyennes, pour rester dans les centres villes de ces métropoles. Le mouvement qui pousse vers les périphéries rurales les familles de ces classes moyennes, en quête d'air pur, de verdure et d'espace, s'accélère. »

Le Monde, « Les nouvelles frontières entre villes et campagnes », 13.02.2005.

C6

« Dans le monde rural, on vit beaucoup ensemble, plus qu'en ville, tempère Pierre Magné [réalisateur de documentaire]. Dans un village, quelqu'un qui arrive et qui ne s'intègre pas suscite l'incompréhension ».

Le Monde, « Le département du Gers est confronté à la déferlante des néoruraux », 10.06.2005.

C7

« Le visage de la campagne a changé. Les agriculteurs y sont minoritaires. Cadres, artisans ou créateurs d'entreprise y transfèrent leur ordinateur, satisfaits de travailler devant des paysages de carte postale, tout en étant reliés au monde et à Paris ou à la métropole voisine par le fax, Internet, la parabole de télévision et le TGV ».

Le Monde, « Les nouvelles frontières entre villes et campagnes », 13.02.2005.

C8

« Marie, assistante administrative, et son compagnon, dessinateur projeteur chez Airbus, commençaient à se sentir un peu à l'étroit dans leur deux pièces loué Pont des Demoiselles. Mais acheter un T3 à Toulouse ou une petite maison à retaper dans la proche banlieue avec un budget de 135000 euros relevait de la mission impossible. "Au bout de six mois, on a renoncé. À ce prix-là, on ne visitait que des taudis", se souvient Marie. Sur l'intranet d'Airbus, le couple a trouvé pour 61000 euros un terrain à Saint Sauveur, petit village à 20 kilomètres du Capitole. »

Le Point, « Toulouse victime de son succès », 31.03.2005.

C9

« L'étalement urbain [...] sanctionne d'abord ceux que le prix du foncier a poussé à s'établir loin de leur lieu de travail. Leur accès aux emplois et aux services offerts par la ville [...] s'en trouve restreint : le nombre d'emplois accessible à un ouvrier ou à un employé en une heure de trajet quotidien est en moyenne inférieur à celui que peut atteindre un cadre. »

Alternatives économiques, « Le piège automobile », 01.12.2006.

C10

« Il y a d'un côté ceux qui aspirent à plus d'espace et investissent dans une maison avec piscine. "C'est la société barbecue où les liens sociaux sont structurés par la culture des vacances. La maison n'est plus seulement ouverte à la famille mais de plus en plus aussi aux amis", explique Jean Viard. Mais il y a des foyers plus modestes qui fuient la ville aux loyers trop chers et se réfugient dans les zones rurales, souvent défavorisées ».

Le Figaro, « L'exode des citadins à la campagne s'amplifie », 12.05.2007.

C11

« C'est là que le chômage s'installe, et au-delà même du chômage, le sentiment d'être exclu de l'avenir commun. C'est une France de dépossédés. Des gens trahis par le système politique qui ont cru aux promesses de petit bonheur et d'épanouissement individuel et se sentent blousés. On s'endette pour acheter son pavillon, on est loin de son travail, de la ville centre. Si on tombe, on n'existe plus. Si on perd son emploi, on est coupé des circuits de réinsertion. L'avenir des enfants est obéré par l'éloignement. On est enfermé chez soi, coincé, exclu de fait. L'idée – la réalité, plutôt – d'être prisonnier d'une vie qui dérape est bien plus forte dans cette France lointaine que dans les proches banlieues, beaucoup plus ouvertes ! »

Le Nouvel Observateur, « Le Pen n'a jamais été aussi fort », 19.04.2007.

C12

« En l'espace de quarante ans, on a multiplié par dix l'écartement domicile travail en passant de 3-4 kilomètres à 30-40 kilomètres ».

Le Monde, « Quatre roues, cinq crises : où va l'automobile ? », 26.10.2008.

C13

« L'urbanisation rend difficile l'installation des jeunes agriculteurs et menace l'agriculture périurbaine, nuisant au développement des circuits courts de commercialisation des produits agricoles. L'effet sur l'environnement est important. Le territoire est fragmenté, notamment par les infrastructures de transport. Les écosystèmes sont parcellisés, ce qui nuit à la santé des populations de faune et de flore. Par ailleurs, les sols imperméabilisés (par le bitume, le béton, etc.) limitent l'infiltration de l'eau dans le sous-sol, aggravant par ruissellement les risques d'inondation. L'étalement urbain contraint les habitants à de fréquents déplacements du domicile vers le lieu de travail et vers les zones commerciales : le transport collectif ne pouvant être rentable sur des zones d'habitat dispersé, les automobiles (et les émissions de gaz à effet de serre) sont plus nombreuses ».

Le Monde, « Ces villes qui étouffent la campagne », 19.04.2008.

C14

« Nous savons que cet urbanisme extensif est incompatible avec le développement durable : gaspillage de terrain, inflation d'infrastructures dispendieuses (voirie et réseaux), impossibilité des dessertes par les transports en commun, enlaidissement des paysages périurbains, dislocation territoriale, pollution atmosphérique et nuisances diverses, imperméabilisation des sols, obligation d'utiliser souvent l'automobile, création de zones commerciales toujours plus vastes, etc. Cet urbanisme contraignant, peu pensé et mal contrôlé a pour effet : la non mixité des activités, la ségrégation des catégories de population, la médiocrité des constructions. »

Le Monde, « Un Grenelle si loin de la ville », 09.12.2007.

C15

« Les structures de décision traditionnelles au niveau de la commune sont d'ores et déjà inadaptées. La ville centre ne peut plus répondre seule aux problèmes de l'habitat, d'équipements, d'activités, de transports. Il lui faut travailler avec les communes avoisinantes. [...] L'intercommunalité devient incontournable avec ce que cela signifie en termes de répartition de moyens, de définition de nouveaux équilibres... »

Le Point, « Les 7 changements capitaux », 19.10.2006.

C16

« Pour Eric Andrieu, vice-président du conseil régional en charge de la politique territoriale, "l'objectif, à terme, c'est d'arriver à un contrat unique de territoire, de façon à ne pas opposer l'urbain, le périurbain et le rural. Il faut qu'il y ait cohésion entre la ville centre, l'agglomération et le pays." »

Les Échos, « Le Languedoc-Roussillon met en place une nouvelle politique territoriale », 04.07.2005.

NOTES

1. Aucune distinction ne s'étant imposée de façon consensuelle, les deux termes sont utilisés indifféremment par la plupart des commentateurs.
 2. De nombreux scientifiques complètent et accompagnent ce processus, assumant ainsi une fonction d'éclairage intellectuel. Il en sera question de façon ponctuelle dans l'article.
 3. Les clivages observés sur la question de la périurbanisation ne recourent pas les grandes catégories établies par la philosophie politique contemporaine en matière de justice (Kymlicka, 1999 ; Policar, 2006 ; Smith, 1994 ; Van Parijs, 1991). C'est pourquoi nous n'utilisons pas les typologies existantes comme grille de lecture. Il existe d'autres méthodes d'investigation que l'approche géoéthique (voir Brennetot, 2009).
 4. Notre propos n'est donc pas d'opposer l'expertise scientifique aux représentations médiatiques.
-

RÉSUMÉS

En France, le périurbain est devenu une catégorie intellectuelle utilisée de façon régulière par les médias, par la presse écrite notamment. Il est même devenu l'objet d'un débat d'idées auxquels participent activement journalistes et spécialistes. L'étalement urbain et les nouveaux modes de vie qu'il sous-tend donnent lieu à des interprétations divergentes qui transcendent les clivages idéologiques habituels. En outre, les différents registres géoéthiques employés pour caractériser le périurbain ont pour point commun d'aboutir à la dramatisation et à la disqualification d'un phénomène qui apparaît désormais comme un problème de société. La discussion sur les remèdes politiques nécessaires demeure en revanche moins avancée.

In France, suburbia has become an intellectual category regularly resorted to by the media, most notably the written press. It has even become the topic of a debate in which journalists and specialists actively take part. Urban sprawl and the new ways of life it underlies elicit diverging interpretations that transcend the usual ideological divides. Furthermore, the different geoethical registers used to characterize suburbia all end up dramatizing and discrediting a phenomenon that now appears to be a societal problem. Thorough debates on the political remedies that ought to be marshaled are nonetheless wanting.

INDEX

Mots-clés : anti-urbanisme, étalement urbain, géoéthique, presse française, ville durable

Keywords : Anti-urbanism, urban sprawl, geoethics, French press, sustainable city

AUTEURS

GÉRALD BILLARD

Gérald Billard is a Professor of City and Regional Planning at the Department of Geography at the University of Maine (Le Mans). He holds a PhD from the University of Maine. His major research interests lie in urban geography in the United States and France. *He has published* extensively in the literature of several fields including urban geography, governance and gated communities. Email: gerald_billard@yahoo.fr

ARNAUD BRENNETOT

Arnaud Brennetot holds a PhD in Geography. He is a Researcher at the MTG Laboratory (UMR CNRS 6266 IDÉES) at the University of Rouen. Email: a.brennetot@wanadoo.fr